



COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME

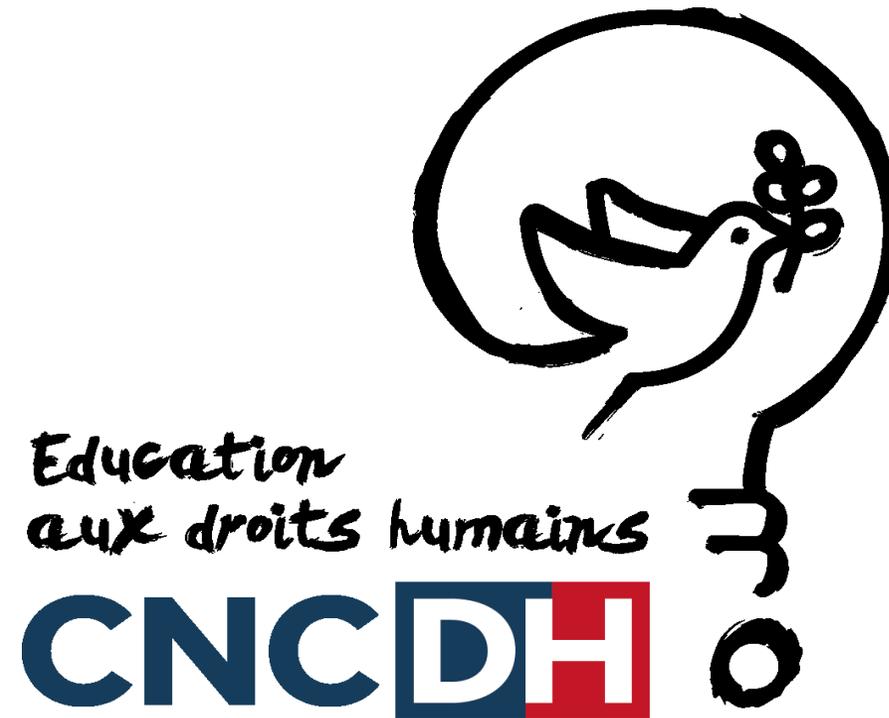
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La mer, un espace respectueux des droits humains ? Les routes de migrations en mer méditerranée

7 et 8 octobre 2022 – Salle 70, INSPE

Institut national supérieur du professorat de l'éducation - Blois

Introduction



Intervenantes

**Geneviève Colas**

Membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, coordinatrice du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » pour le Secours catholique Caritas France

**Caroline Deveaux**

Maitre de conférence à l'Université de Nantes -
Membre du centre de droit maritime et océanique

**Ophélie Marrel**

Conseillère juridique - CNCDH

**Louise Savri**

Chargée de mission éducation aux droits humains -
CNCDH

La mer, un espace respectueux des droits humains ?

I. Les migrations en mer méditerranée d'hier à aujourd'hui

II. Les enjeux en terme de droits humains dans le cadre du parcours migratoire

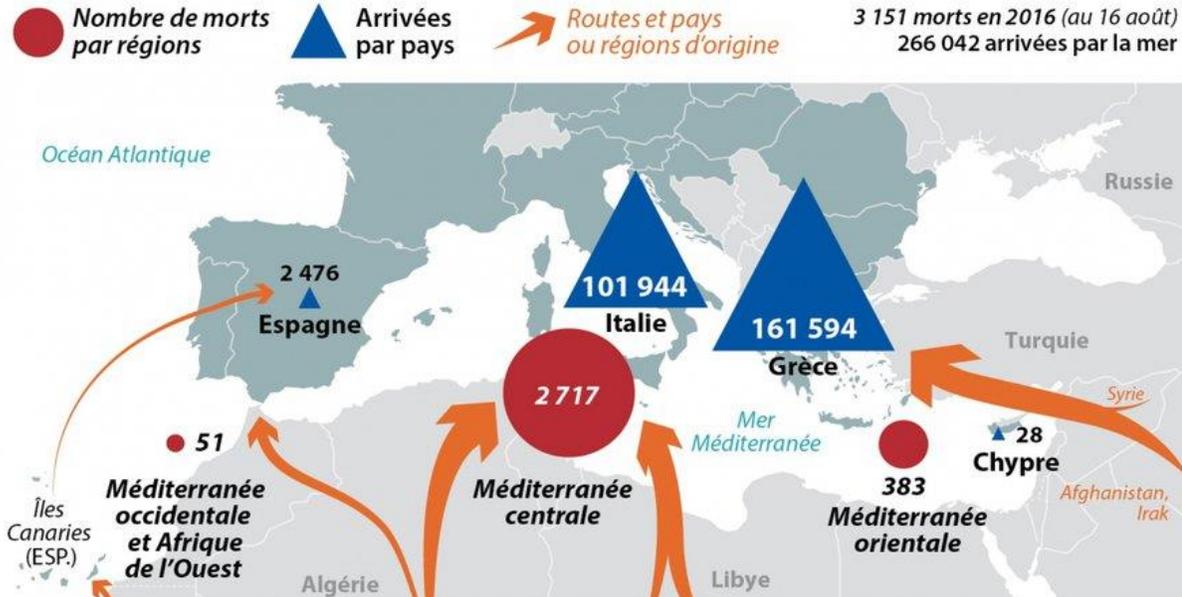
La mer, un espace respectueux des droits humains ?

I. Les migrations en mer méditerranée d'hier à aujourd'hui

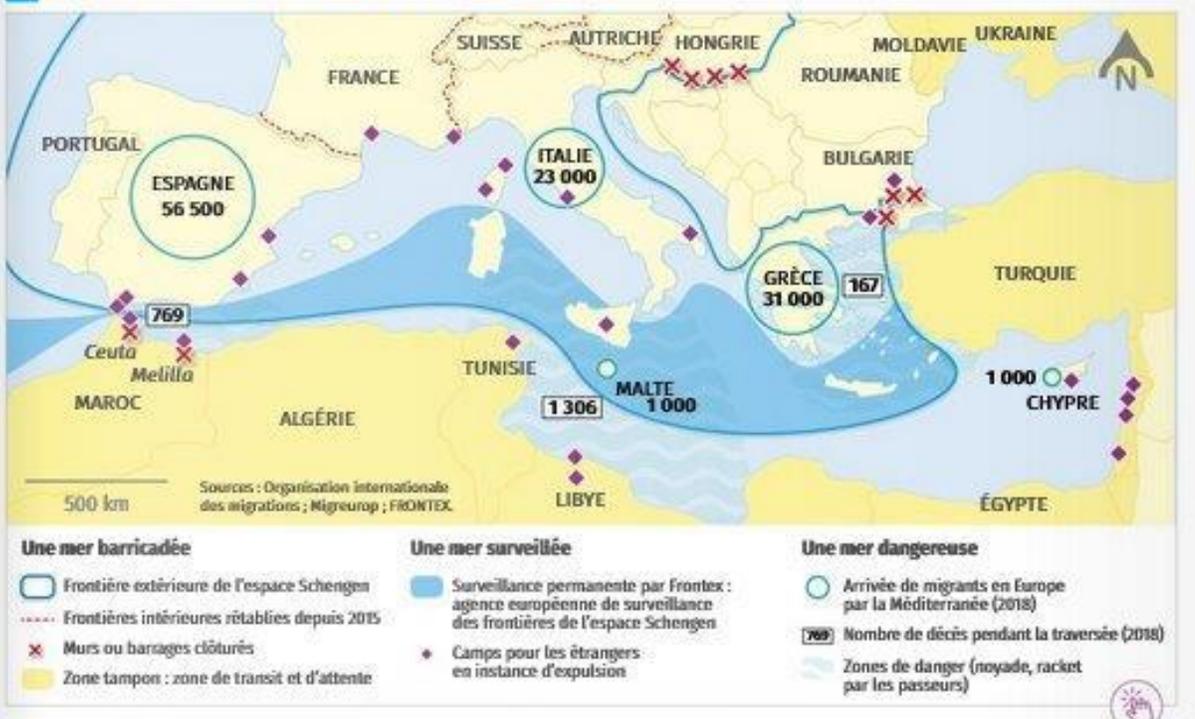
II. Les enjeux en terme de droits humains dans le cadre du parcours migratoire

L'Europe face au défi des migrations

Migrants : la dangereuse traversée de la Méditerranée



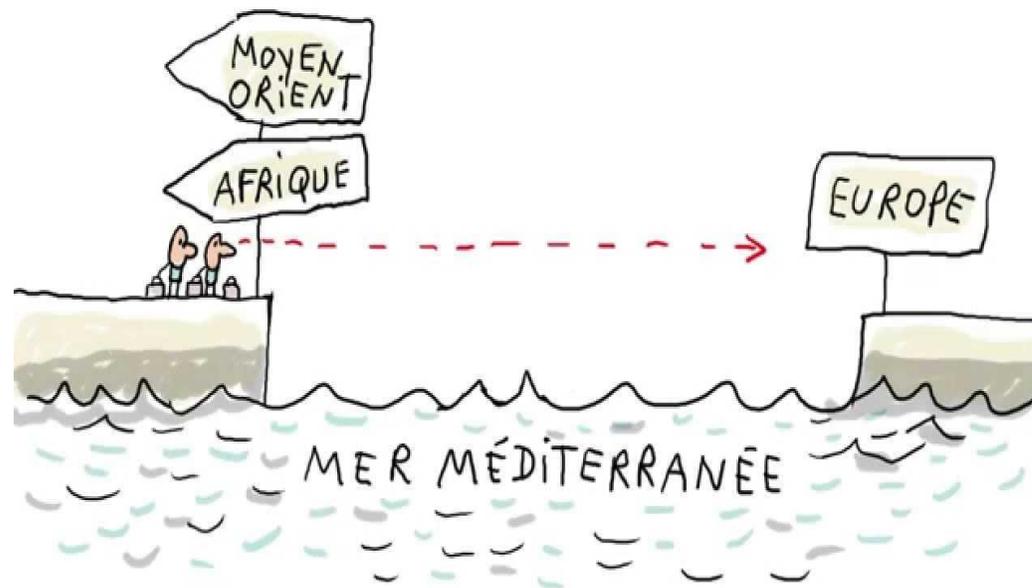
4 La Méditerranée, vers une mer infranchissable ?



GEOGRAPHIE - Programme de seconde
Thème 3– *Les mobilités généralisées*
➤ *Etude de cas sur les migrants*

Pourquoi migrer?

- Migrations volontaires/ involontaires
- Migrations mixtes
- Quête de protection internationale
- Regroupement familial
- Raisons économiques, humanitaires, environnementales...



1 jour 1 actu, C'est quoi un migrant, 2015

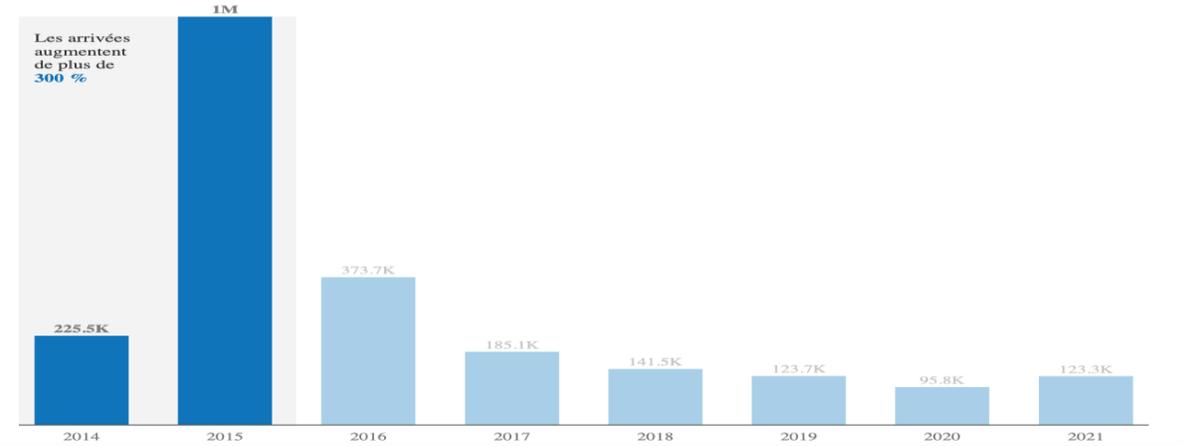
- *Ce thème prévoit notamment d'aborder les mobilités comme "une forme spécifique de pratique de territoires, concrètement vécue par des femmes, des hommes et des enfants"*

- 2,3 millions de personnes ont traversé la méditerranée au cours des huit dernières années
- « En 2019, les pays riverains, qui regroupent un peu moins de 7% de la population mondiale, accueillent 15% des migrants internationaux, majoritairement installés sur la rive nord (60%)» de la méditerranée, *Source : Atlas des migrations en Méditerranée de l'Antiquité à nos jours – dir. V. Baby-Colin*
- Présence de femmes (8-10%), d'enfants (10-15%) et de mineurs non accompagnés



Une femme tient son enfant en arrivant à Lesbos, en Grèce, après avoir traversé la mer Egée. ARIS MESSINIS / AFP

Arrivées annuelles | 2014-2021



Source: Portail opérationnel du HCR

GRAPH 5 • SEA ARRIVALS



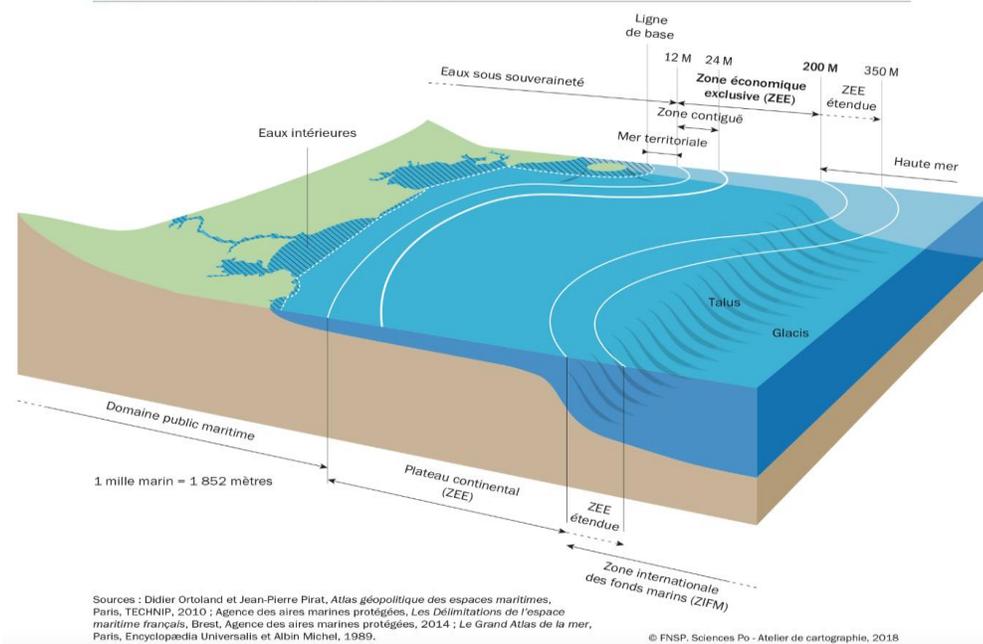
Le cadre juridique



La mer, un espace de libertés ?

- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 10 décembre 1982 (Montego Bay)

FIG. 23 Les limites de l'espace maritime, 2018



Sources : Didier Ortoland et Jean-Pierre Pirat, Atlas géopolitique des espaces maritimes, Paris, TECHNIP, 2010 ; Agence des aires marines protégées, Les Délimitations de l'espace maritime français, Brest, Agence des aires marines protégées, 2014 ; Le Grand Atlas de la mer, Paris, Encyclopædia Universalis et Albin Michel, 1989.

© FNISP, Sciences Po - Atelier de cartographie, 2018



GEOGRAPHIE - Programme de terminale
Thème 1 "Mers et océans au cœur de la mondialisation"

- *Abordé essentiellement sous un angle économique mais ici on peut insister sur l'impact humain et ses enjeux*

La mer n'est pas une zone de non-droit

- **Le droit maritime, des règles ancestrales**
 - Existence de coutumes dès la Grèce Antique
 - Ordonnance de la Marine, 1681
- **Les risques de mer au cœur du droit maritime**
 - Le devoir de sauvetage en mer, une tradition immémoriale
 - Une obligation juridique fermement ancrée en droit international :
 - Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS)
 - Convention Internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, 23 septembre 1910
 - Convention de Montego Bay de 1982
 - Convention de Londres de 1989 sur l'assistance
 - Convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes (SAR)

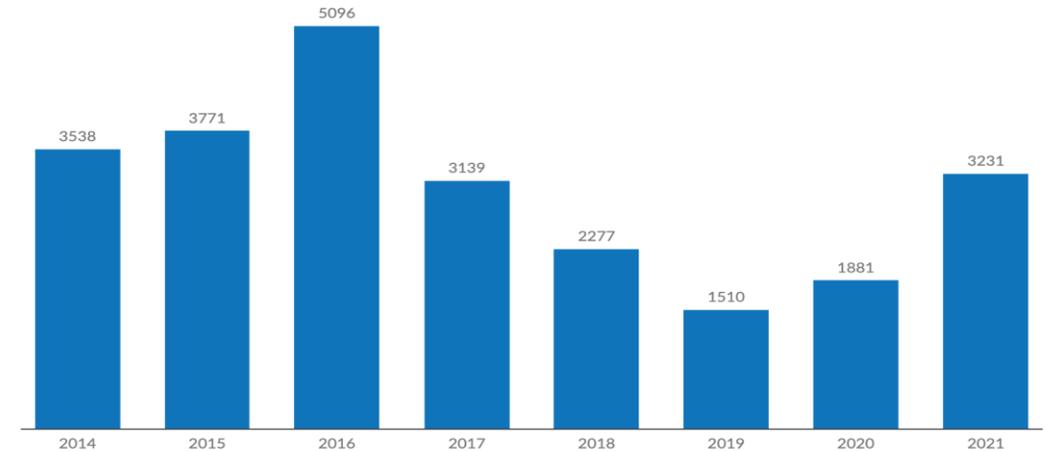
La mer, un espace respectueux des droits humains ?

- I. Les migrations en mer méditerranée d'hier à aujourd'hui
- II. Les enjeux en terme de droits humains dans le cadre du parcours migratoire**

Des routes maritimes meurtrières

- De mare liberum à mare mortum...
- Entre 2014 et 2021, plus de 24.400 personnes décédées ou portées disparues en tentant de traverser la mer Méditerranée
- Des embarcations bondées et en mauvais état

Nombre de morts ou de disparus enregistrés en mer | 2014-2021



Source: Portail opérationnel du HCR



Crise. Liban : plus de 70 morts dans un énième naufrage en Méditerranée

Fuyant un quotidien rendu invivable par l'inaction de la caste au pouvoir, face à une crise d'une ampleur monumentale et pris au piège du cynisme des passeurs, des migrants clandestins ont fini noyés en Méditerranée. Le bilan est très lourd : 71 morts, dont des enfants, déplore la presse libanaise.

SOURCE: **Courrier international** | Publié le 23 septembre 2022 à 15h28 | Lecture 1 min.



Les plus lus

- 1 **Diplomatie.** Des alliés de Moscou refusent de reconnaître les résultats des référendums russes dans le Donbass
- 2 **U du Royaume-Uni.** Sandrine Rousseau, la "pourfendeuse des mâles français"
- 3 **Ukraine.** Les États-Unis avertissent la Russie qu'il y aura "des conséquences catastrophiques" en cas de frappe nucléaire
- 4 **Opinion.** Des fascistes au pouvoir ? Le problème de l'Italie, c'est plutôt l'économie

Avant la traversée

- Des routes terrestres périlleuses
- Selon Interpol, plus de 90 % des migrants ont payé des passeurs pour tenter de rejoindre l'Europe
- La lutte contre les filières de passeurs:
 - Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer (Palerme, 2000)
 - Le trafic de migrants désigne le fait d'assurer l'entrée illégale d'une personne dans un État, afin d'en tirer un avantage financier ou matériel
 - Pas de poursuites pénales envers les personnes qui en sont victimes ou celles qui aident les réfugiés à traverser les frontières des États pour des raisons humanitaires
 - Une coopération internationale entre les États

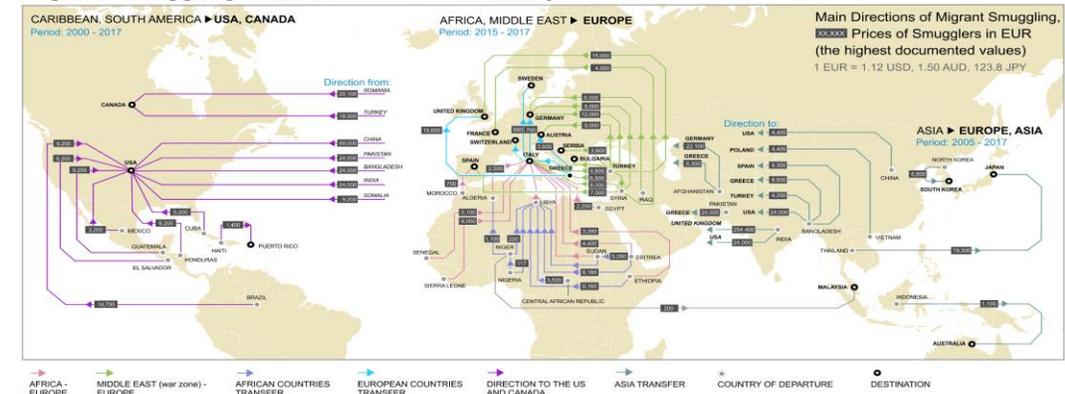
Incidents de protection de l'Est et de la Corne de l'Afrique à la mer | 2018-2022

	Décès	Enlèvement	Violence sexuelle	Violence physique
Tchad	43	20	45	160
Djibouti	244	35	239	259
Égypte	37	99	71	183
Érythrée	228	16	12	16
Éthiopie	111	127	260	334
Libye	3,290	3,505	3,202	6,508
Désert du Sahara	395	250	262	497
Somalie	106	53	181	489
Soudan du Sud	9	6	4	12
Soudan	312	386	506	686

Ce graphique est basé sur 48 000 enquêtes 4Mi auprès de réfugiés et de migrants en Afrique du Nord (Libye, Tunisie et Soudan), en Afrique de l'Ouest (Niger, Mali et Burkina Faso) et en Afrique de l'Est (Kenya, Somalie, Djibouti et Éthiopie) entre 2018 et 2021. Les données de 2018-2020 se concentrent sur les expériences de violations de protection spécifiques telles que les violences sexuelles, les enlèvements, les violences physiques et la mort, tandis que les données de 2021 se concentrent sur la perception des risques de ces mêmes violations.

Source: Mixed Migration Center

Migrant Smuggling in the World: A Global Story



Source: IOM, visualization by MINDS/ÇTK, 2017.

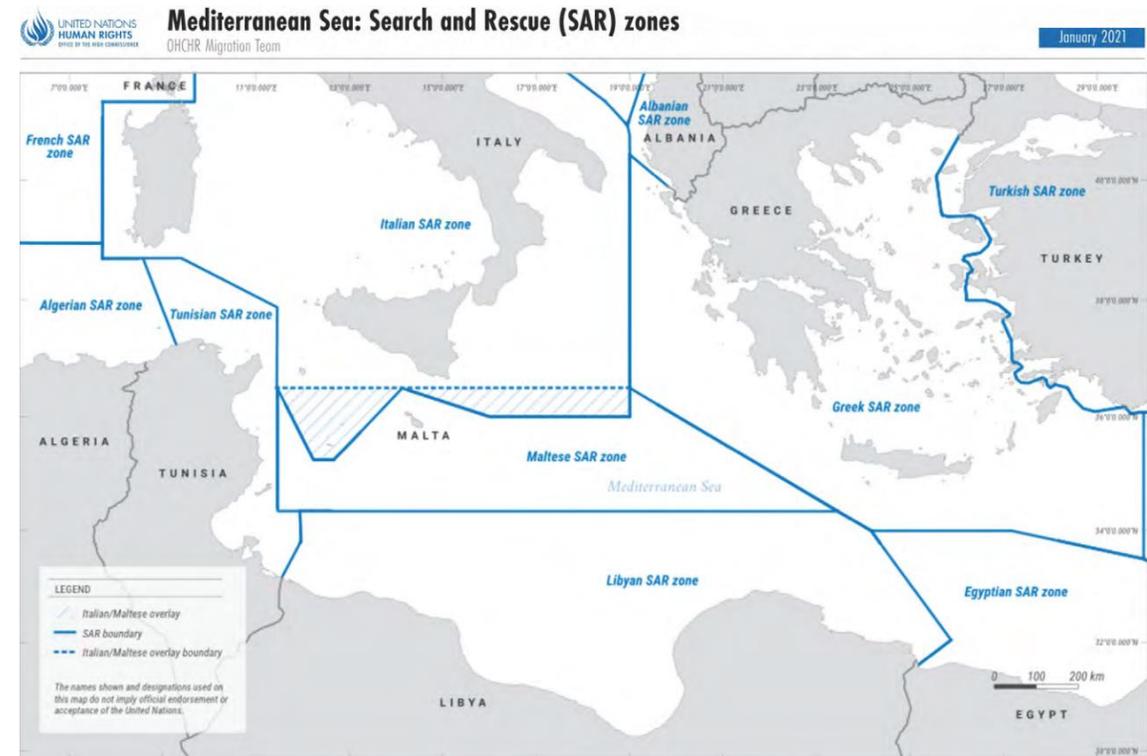
La phase de détresse

- **Le migrant** : une personne en détresse en mer
- **Un devoir de sauvetage obligatoire**
- **Un principe de non-discrimination**



Le rôle des autorités publiques

- Obligation pour les États côtiers de mettre en place un service permanent de sauvetage de personnes
- Convention Search and Rescue (SAR) du 27 avril 1979
 - Des zones SAR placées sous la responsabilité des États parties
 - La mise en place de centres de coordination (MRCC)



Le rôle des acteurs civils

Un devoir de sauvetage imposé à tous les capitaines de navires:

- Les navires marchands
- Les organisations non gouvernementales
 - SOS Méditerranée
 - Sea Watch
 - Médecins sans frontières
 - SOS Humanity



Ocean VIKING en mission © Laurence Bondard_SOS MEDITERRANEE



L'« Ocean Viking » est reparti en Méditerranée centrale le dimanche 27 juin pour une nouvelle mission de sauvetage. (Photo : SOS Méditerranée)

La phase de débarquement

Un lieu de débarquement sûr :

- Est sûr « un endroit où les opérations de sauvetage sont censées prendre fin et où la sécurité des personnes secourues n'est plus menacées ; (où) les besoins humains fondamentaux (tels que des vivres, un abri et des soins médicaux) peuvent être satisfaits ; et (où) des dispositions peuvent être prises pour assurer le transport des personnes secourues vers leurs prochaine destination ou leur destination finale » (Résolution MSC.167 (78), 2004)



Des migrants entassés sur le Sea Watch 3, le 11 septembre 2022. Crédit : Sea-Watch



Le débarquement en Italie des migrants secourus par l'Ocean Viking a pris fin dimanche 4 septembre. Crédit : SOS Méditerranée

SOS MEDITERRANEE France
@SOSMedFrance · Suivre

Les autorités **IT** ont finalement désigné Taranto comme lieu sûr pour les 459 pers. secourues de l'**#OceanViking**. Après 10 sauvetages, 8 jours d'attente, 1 situation médicale dégradée & des conditions de vie extrêmes à bord, le droit des rescapés à débarquer sera bientôt respecté.



10:21 PM · 2 sept. 2022



Le principe de non-refoulement : le cas de la Libye

L'OIM et le HCR condamnent le renvoi de migrants et de réfugiés vers la Libye

Communiqué de presse conjoint HCR/OIM

16 juin 2021 | [English](#) | [Español](#) | [عربي](#)



Un migrant se dirige à la nage vers le navire marchand Vos Triton, au large de la Libye, le 11 mai 2019.

© REUTERS



Les dérives

- Une surveillance accrue des navires humanitaires
- Les poursuites pénales à l'encontre des capitaines



Map showing NGO assets involved in SAR operations in the Mediterranean Sea between 2016 and 15 June 2022

Capitaine «Sea Watch 3»: la justice italienne abandonne les poursuites contre Carola Rackete

Migrants, réfugiés... face à l'exode dossier

La justice italienne a abandonné les charges qui pesaient contre le capitaine allemand du navire humanitaire après son arrestation en juin 2019 dans le port de Lampedusa avec 42 migrants à bord.



ONG : Des vies humaines en jeu alors que l'Italie bloque le navire de sauvetage des migrants

Par Alice Taylor | EURACTIV.com | translated by Charles Szumski

14 janv. 2022

Advertisement



Le navire utilisé pour sauver les migrants qui tentent de traverser la mer Méditerranée a été retenu dans le port sicilien de Trapani lundi 10 janvier, où il devait être soumis à un contrôle de l'État du port.

Langues : English

Imprimer

Membres EURACTIV

AFD

Popular articles

Blocus des ports maritimes ukrainiens : quelles solutions pour l'exportation de céréales depuis l'Ukraine ?

Pascal Canfin: « Je mets en garde les pro-nucléaires contre la ligne dure Française »

Commission des finances : « je serai un vrai contre-pouvoir » lance Eric Coquerel

La Commission européenne nie toute mauvaise administration dans l'affaire d'échanges de messages avec Pfizer

La Russie au centre du nouveau document stratégique de l'OTAN, la Chine qualifiée

Quels droits à l'arrivée ? Enjeu de l'identification et de l'enregistrement

- Dispositifs de tri et sélection des personnes migrantes, notamment par la prise d'empreintes
- Création de hotspots ou centres d'accueil « qui doivent permettre de distinguer les migrants ayant vocation à bénéficier de l'asile dans l'Union européenne et ceux n'ayant pas vocation à rester »



Le droit d'asile

- **Convention de 1951 relative au statut des réfugiés** : Ratifiée par 145 États parties, elle définit le terme « réfugié » et énonce les droits des personnes déracinées, ainsi que les obligations juridiques des États pour assurer leur protection
- Le terme **de réfugié** s'applique à toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner

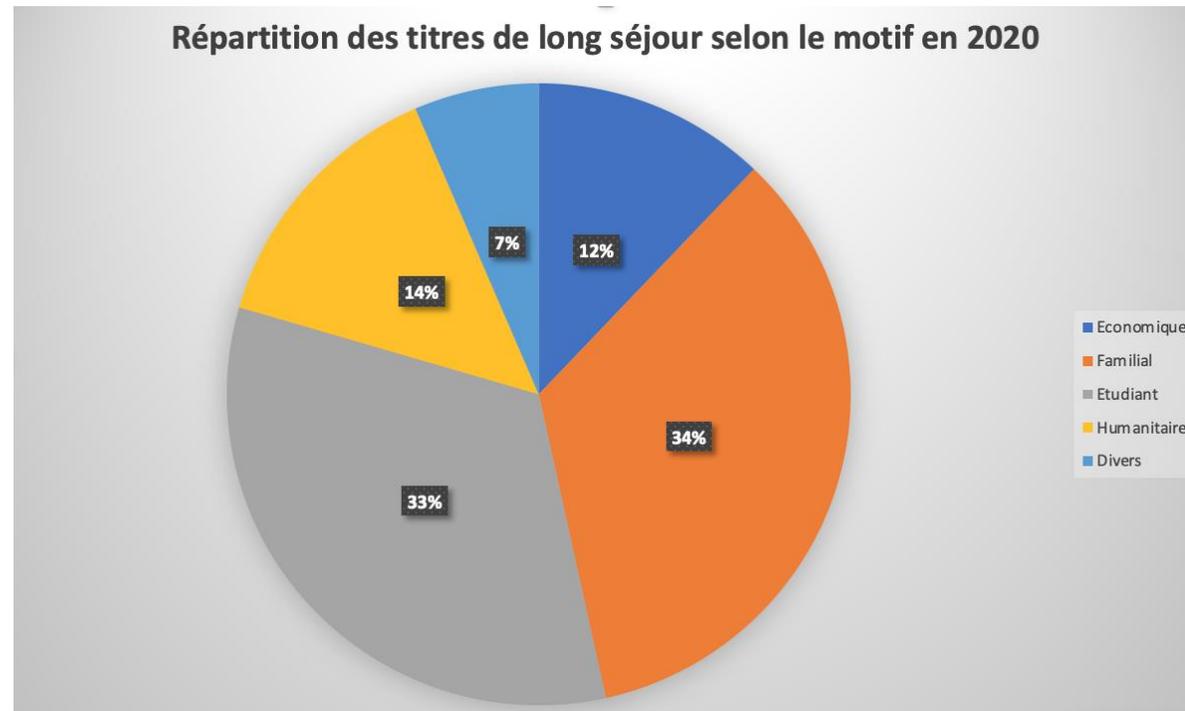


Des valeurs à transmettre en cours d'enseignement moral et civique:

- **Solidarité**
- **la culture de la règle et du droit ;**
- **la culture du jugement ;**
- **la culture de l'engagement**

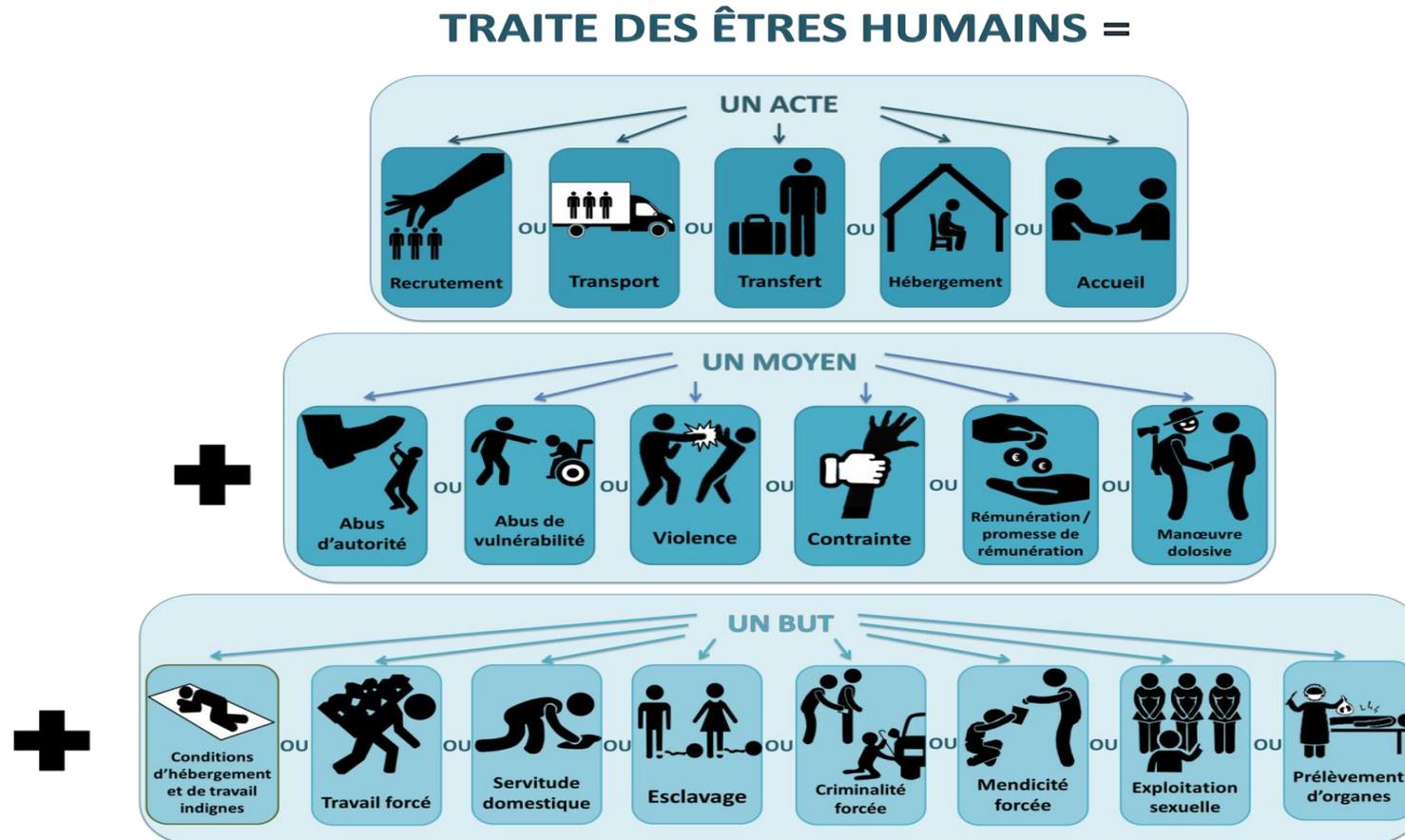
Autres formes de droit au séjour

- Travail
- Raisons humanitaires
- Regroupement familial
- Obtention de visas



Données issues de AGDREF/DSED

Focus sur la traite des êtres humains



Source: Collectif ensemble contre la traite des êtres humains

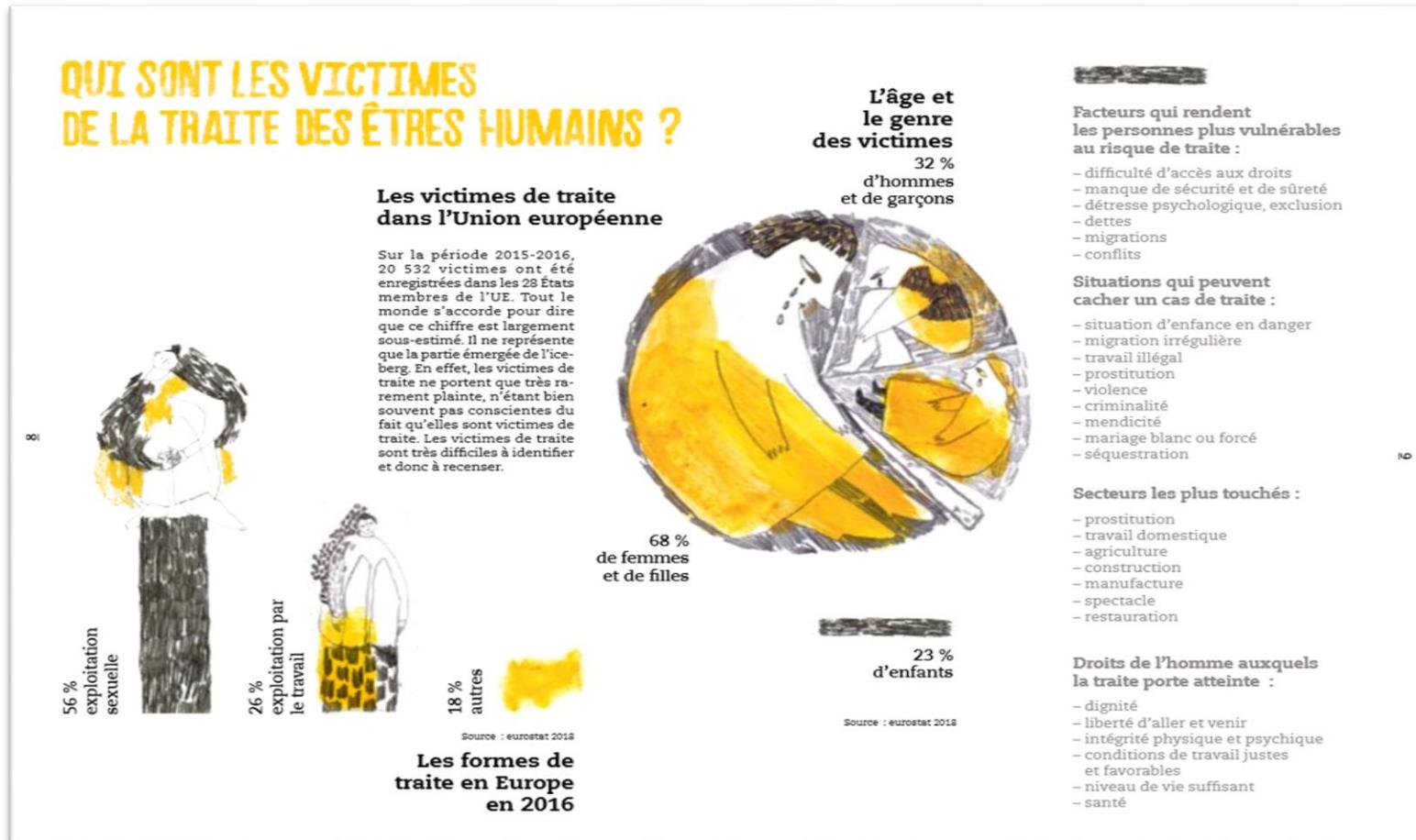
Cadre légal

En France, la traite des êtres humains est définie à l'article 225-4-1 du code pénal ; **elle est punie de sept ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende** (des circonstances aggravantes peuvent venir alourdir la peine encourue).

Article 3.a. du Protocole de Palerme, 2000

« L'expression « traite des personnes » désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail et les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes. »

Les victimes de traite des êtres humains



Brochure CNCDH, « Les idées reçues t'aveuglent, ouvre les yeux! » - La traite des êtres humains

Ressources sur la traite des êtres humains

C'EST QUOI
L'ESCLAVAGE MODERNE
DES ENFANTS

?

?

?

CNCDH
COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Animation réalisée pour le compte de la CNCDH et de la FME.

70 ANS **CNCDH**
COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LES IDÉES REÇUES
T'AVEUGLENT,
OUVRE LES YEUX!

**TRAITE
DES ÊTRES
HUMAINS**



CONTRE www.contrelatraite.org
LA TRAITE
DES ÊTRES HUMAINS



HELPING TRAFFICKED CHILDREN
AND PREVENTING THE TRAFFICKING OF MINORS

Protection
Accommodation
Food
Access to
primary care
Counselling
Health
Welfare
Sport
Education
Training
Justice
Arts
Culture

#DEVENIR

Taking back control of one's life in France,
after having been a victim of child trafficking



CHILD VICTIMS OF TRAFFICKING
IN HUMAN BEINGS IN FRANCE

#INVISIBLES...

Identifying and supporting child victims
of trafficking for...

- domestic servitude
- sexual exploitation
- forced begging
- incitement to commit crimes
- and exploitation in sport through deception



Un document pédagogique



<https://fr.calameo.com/read/00550853675772a4307f2>

http://umap.openstreetmap.fr/fr/map/je-voulais-une-chance-de-vivre_520456#3/20.06/22.32

<https://uploads.knightlab.com/storymapsjs/4ab55808169277b296a190a121be9f16/mna/index.html>

Merci pour votre attention!

Séance de questions/ réponses

Contact: louise.savri@cncdh.fr

Pour consulter les ressources: www.cncdh.fr